

Comptes annuels SSR

Rapport sur la situation financière

Chiffres en bref

Le commentaire ci-après porte sur les comptes annuels de la maison mère.

		2012	2011
Résultat d'entreprise	CHF mio	-117,4	25,8
Produit d'exploitation	CHF mio	1 634,6	1 645,4
Charges d'exploitation	CHF mio	1 748,1	1 615,0
Entrées de fonds liées à l'exploitation	CHF mio	82,6	312,7
Acquisition d'immobilisations corporelles	CHF mio	62,8	88,2
Effectif postes	à plein temps	4 943	4 829
	personnes	6 077	5 926
Redevances de réception par foyer	CHF par an	462	462
Radio		169	169
Télévision (TVA comprise)		293	293
Volume de diffusion radio des quatre régions linguistiques	en heures	159 730	159 310
Productions maison		38 831	38 698
Productions de tiers		98 297	92 294
Reprises		22 602	28 318
Productions maison	en %	24,3	24,3
Productions de tiers		61,5	57,9
Reprises		14,2	17,8
Volume de diffusion télévision des quatre régions linguistiques	en heures	64 942	72 200
Productions maison		9 586	11 219
Productions de tiers		15 209	14 643
Reprises		40 147	46 338
Productions maison	en %	14,8	15,5
Productions de tiers		23,4	20,3
Reprises		61,8	64,2

Commentaire du compte de résultat

Malgré les dépenses importantes entraînées par les Jeux olympiques d'été et l'Euro 2012, la SSR a affiché l'année passée un résultat d'exploitation opérationnel à l'équilibre. L'exercice 2012 présente néanmoins un déficit dû à un effet ponctuel et exceptionnel : la SSR a avancé d'une année la constitution de provisions de 160 millions de francs pour moderniser la Caisse de pension, initialement prévue pour 2013. Cette mesure permettra d'abaisser le taux technique en 2014 déjà et de passer, si les assurés donnent leur accord, à la primauté des cotisations.

En 2012, la SSR (sans ses filiales) a réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs. Elle affiche néanmoins un déficit de 117 millions imputable à un seul effet ponctuel et exceptionnel, la provision de 160 millions pour la modernisation de la Caisse de pension (CPS). L'employeur et les employés s'étant accordés au sein du Conseil de fondation de la Caisse de pension, la CPS passera de la primauté des prestations à la primauté des cotisations en 2014 si les assurés l'acceptent lors d'une consultation à la base. Une grande partie des 160 millions de francs seront absorbés par l'abaissement du taux technique (de 4% à 3,25%) que les experts jugent indispensable. En revanche, les provisions de 17 millions de francs pour un assainissement éventuel de la Caisse de pension ont pu être dissoutes, car le taux de couverture de la caisse dépasse les 100%. La vente du siège de la SSR à la Giacomettistrasse à Berne a été un succès. Si l'entreprise média réduit son parc immobilier, elle reste propriétaire des sites de production technique. Les produits d'exploitation ont enregistré une baisse de 10 millions, s'établissant ainsi à 1635 millions de francs. La diminution des recettes publicitaires n'a pas pu être compensée par la légère augmentation des revenus liés à la redevance. Malgré cela, le résultat d'exploitation opérationnel est à l'équilibre. Une gestion des coûts minutieuse et des programmes d'efficacité ont permis de compenser les dépenses extrêmement importantes du programme et de la production, notamment entraînées par les Jeux olympiques d'été et l'Euro 2012.

La SSR ne prévoit pas d'effet extraordinaire en 2013. Pas à pas, la SSR renforce ses structures de base pour garantir des finances saines et un résultat équilibré dans les années à venir, comme elle le fait avec la modernisation de la CPS.

Redevances de réception

Nombre de payeurs Etat au 31 décembre	2012	2011
Radio à titre privé	2 806 606	2 776 377
Radio à titre professionnel	45 197	38 809
Radio à titre commercial I - III	63 791	61 531
Total radio	2 915 594	2 876 717
Radio à titre privé	2 859 620	2 822 640
Radio à titre professionnel	9 568	8 414
Radio à titre commercial I - III	26 848	26 056
Total télévision	2 896 036	2 857 110

Le nombre de redevances encaissées continue à augmenter : progression de 1,2% de la redevance privée (+0,5% en 2011), de 3,5% de la redevance commerciale (-0,2% en 2011) et de 16,0% de la redevance professionnelle (+3,9% en 2011). Les recettes supplémentaires qui en résultent se montent à 12,9 millions (voir détails sous le point M 1 de l'annexe maison mère).

Marché publicitaire

La performance publicitaire brute diminue pour la première fois depuis 2009, sous l'effet de l'insécurité perceptible sur les marchés financiers. Selon Media Focus, les dépenses publicitaires brutes ont atteint 4550 millions, en baisse de 67,4 millions par rapport à 2011 (-1,5%). Les médias électroniques ont progressé pour la dixième année consécutive. La publicité a dégagé 1916,8 millions, soit 67,1 millions de plus (+3,6%) qu'en 2011. La télévision est le média qui affiche la plus forte expansion (69,6 millions ou +4,8%). Dans leur ensemble, les dépenses publicitaires tv ont totalisé 1519,8 millions en 2012. Les chaînes tv SSR ont rapporté, toujours selon Media Focus, 518,2 millions de recettes publicitaires brutes (52,0 millions de moins qu'en 2011, ou -9,1%). Publisuisse se taille donc une part de marché intramédias de 34,1%. Les fenêtres publicitaires suisses des télévisions privées étrangères ont vu leurs recettes croître de 120,5 millions (+16%). Les chaînes régionales sont en léger recul. La performance brute dans son ensemble a fléchi de 2,4% (-1,3 million), les chaînes régionales représentant 3,6% du marché publicitaire.

Comparaison pluriannuelle

CHF mio	2012	2011	2010	2009	2008
Redevances radio/tv	1 188,0	1 175,2	1 169,0	1 153,3	1 128,9
Recettes commerciales	360,2	388,2	376,8	344,6	361,1
Autres recettes	86,5	64,2	71,7	66,5	90,7
Diminution de recettes	-0,1	17,8	-4,8	-1,3	-
Produit d'exploitation	1 634,6	1 645,4	1 612,7	1 563,1	1 580,7
Charges de personnel	-814,0	-662,3	-685,9	-681,2	-677,7
Charges programme et production	-604,4	-589,8	-558,1	-557,2	-633,2
Autres charges d'exploitation	-249,9	-265,4	-289,6	-289,0	-267,0
Amortissements et corrections de valeur	-79,8	-97,5	-78,9	-80,7	-75,0
Charges d'exploitation	-1 748,1	-1 615,0	-1 612,5	-1 608,1	-1 652,9
Résultat d'exploitation	-113,5	30,4	0,2	-45,0	-72,2
Résultat financier	-3,9	-4,6	-12,5	-1,7	-6,9
Résultat d'entreprise	-117,4	25,8	-12,3	-46,7	-79,1

Commentaire du bilan

La somme de bilan est passée de 1355 millions en 2011 à 1316 millions en 2012 (+2,9%, contre +15,2% un an auparavant). Les actifs circulants ont augmenté de 60,7 millions (185,8 millions en 2011), alors que les actifs immobilisés se sont inscrits en baisse de 100,0 millions (-7,3 millions en 2011), du fait de la vente du bâtiment administratif de la Giacomettistrasse à Berne. Du côté des passifs, les provisions à court terme ont gonflé de 160,2 millions (-5,4 millions en 2011), en prévision du changement éventuel de primauté de la Caisse de pension.

Ratios

Maison mère

	31.12.2012	31.12.2011
Current Ratio	71,5%	118,4%
Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme		
Intensité de placement	56,2%	61,9%
Actifs immobilisés en % du total du bilan		
Couverture des actifs immobilisés I	62,1%	68,7%
Capitaux propres en % des actifs immobilisés		
Couverture des actifs immobilisés II	68,9%	109,6%
Capitaux propres et capitaux étrangers à long terme en % des actifs immobilisés		
Coefficient d'autofinancement	34,9%	42,5%
Capitaux propres en % du total du bilan		

La détérioration de 46,8% du current ratio (-43,2% en 2011) s'explique par la reclassification des 270,0 millions du prêt contre reconnaissance de dette (passage des dettes à long terme dans les dettes à court terme) et par la provision en faveur de la Caisse de pension (160,2 millions) contenue dans les provisions à court terme. La détérioration de 40,6% des actifs immobilisés II (-5,3% en 2011) est la seule conséquence de la reclassification du prêt.

Comptes annuels maison mère 2012

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Redevances radio/tv	M 1	1 188 049	1 175 190
Recettes commerciales	M 2	360 192	388 172
Autres recettes	M 3	86 509	64 211
Diminution de recettes	M 4	-174	17 830
Produit d'exploitation		1 634 576	1 645 403
Charges de personnel	M 5	814 014	662 268
Charges programme et production	M 6	604 361	589 822
Autres charges d'exploitation	M 7	249 905	265 417
Amortissements et corrections de valeur	M 8	79 803	97 451
Charges d'exploitation		1 748 083	1 614 958
Résultat d'exploitation		-113 507	30 445
Résultat financier	M 9	-3 928	-4 695
Résultat d'entreprise		-117 435	25 750

M = comptes annuels maison mère, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Liquidités	M 10	382 586	334 085
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	361	2 805
Créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	42 200	30 266
Autres créances	M 13	5 339	5 664
Comptes de régularisation actifs	M 14	14 969	17 666
Stocks	M 15	131 370	125 672
Actifs circulants		576 825	516 158
Immobilisations corporelles	M 16	631 422	734 314
Immobilisations financières	M 17	97 978	100 489
Immobilisations incorporelles	M 18	9 586	4 172
Actifs immobilisés		738 986	838 975
ACTIFS		1 315 811	1 355 133
Dettes financières à court terme	M 19	270 246	80 000
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M 20	79 111	79 945
Encaissement anticipé de la redevance	M 21	183 676	164 605
Autres dettes	M 22	32 456	35 790
Comptes de régularisation passifs	M 23	70 434	65 897
Provisions à court terme	M 24	170 436	9 532
Capitaux étrangers à court terme		806 359	435 769
Dettes financières à long terme	M 25	-	270 000
Provisions à long terme	M 26	50 335	72 812
Capitaux étrangers à long terme		50 335	342 812
Capitaux étrangers		856 694	778 581
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéficiaires		96 552	70 802
Résultat d'entreprise		-117 435	25 750
Capitaux propres		459 117	576 552
PASSIFS		1 315 811	1 355 133

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Résultat d'entreprise		-117 435	25 750
Amortissements	M 8	79 289	78 372
Corrections de valeur	M 8	514	19 079
Diminution papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	2 444	-2 805
Augmentation créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	-11 934	19 790
Diminution autres créances	M 13	325	1 187
Diminution comptes de régularisation actifs	M 14	2 697	27 142
Augmentation stocks	M 15	-5 698	-7 141
Augmentation dettes	M 19	246	-3 812
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	M 20	-834	-11 614
Augmentation encaissement anticipé redevance	M 21	19 071	164 605
Diminution autres dettes	M 22	-3 335	-64
Augmentation comptes de régularisation passifs	M 23	4 537	7 632
Augmentation provisions à court terme	M 24	160 904	-5 380
Diminution provisions à long terme	M 26	-22 477	1 418
Bénéfice de la vente d'immobilisations corporelles		-25 741	-1 515
Pertes de la vente d'immobilisations corporelles		6	6
Flux de fonds liés à l'exploitation		82 580	312 650
Acquisition d'immobilisations corporelles		-62 807	-88 244
Vente d'immobilisations corporelles		111 357	5 701
Acquisition de titres et de participations		-	-60
Vente de titres et de participations	M 17	11	305
Prêt accordé	M 17	-71 500	-37 500
Remboursement d'un prêt	M 17	74 000	32 029
Acquisition d'immobilisations incorporelles	M 18	-5 140	-874
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		45 921	-88 643
Free cashflow		128 501	224 007
Prêt contre reconnaissance de dette		-80 000	-
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-80 000	-
Variation des fonds		48 501	224 007
Liquidités au 1er janvier		334 085	110 078
Liquidités au 31 décembre		382 586	334 085
Variation des fonds		48 501	224 007

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Réserve provenant de bénéfices	Résultat d'entreprise	Total
Solde au 1er janvier 2011	480 000	83 073	-12 271	550 802
Réimputation résultat 2010	-	-12 271	12 271	-
Résultat d'entreprise 2011	-	-	25 750	25 750
Solde au 31 décembre 2011	480 000	70 802	25 750	576 552
Réimputation résultat 2011	-	25 750	-25 750	-
Résultat d'entreprise 2012	-	-	-117 435	-117 435
Solde au 31 décembre 2012	480 000	96 552	-117 435	459 117

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (clôture individuelle) et des comptes de groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR), sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels de la maison mère et ceux du groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés ne sont utilisés que pour couvrir les risques liés aux futures sorties de fonds. Des directives internes définissent la nature, le volume et les limites de ce type de transactions. Le jour de clôture, les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan (parmi les engagements financiers ou les autres placements à court terme) à la valeur de marché et les fluctuations de valeur sont portées au compte de résultat.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2012 :

Sociétés du groupe	2012	2011
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	99,8%	99,8%

La liste complète des entités associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes de groupe (G 36).

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Un commentaire détaillé figure à l'annexe des comptes de groupe 2012.

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère et aux comptes de groupe est celui du prix d'acquisition ou de production, fondé sur le principe de l'évaluation individuelle des actifs et des passifs.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. S'il y a diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif imputée au résultat périodique. Toute augmentation qui pourrait intervenir ultérieurement si la dépréciation d'actif ne devait pas se réaliser (ou partiellement seulement) aurait aussi un effet sur le résultat. Le goodwill, qui ne peut être imputé, constitue une exception.

Liquidités

Les liquidités englobent la caisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités, comme les placements et les dépôts à vue dont l'échéance ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Titres facilement réalisables sur le marché, les papiers-valeurs constituent des réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de Bourse valable à la clôture du bilan. Les placements affichant une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi activés sous cette rubrique et évalués à la valeur nominale.

Entrent également dans cette catégorie les instruments financiers dérivés avec une valeur de remplacement positive et qui servent à la couverture des risques liés aux monnaies étrangères.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions non satisfaites à l'égard de tiers ; elles sont affichées à la valeur nominale, après déduction des ajustements de valeur. Une fois les ajustements individuels déduits, un ajustement de valeur forfaitaire de 2% est calculé sur le total pour le risque général lié aux créances douteuses et aux intérêts.

Stocks

Les stocks sont activés à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes tv (productions maison et productions de tiers, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises.

Les coûts d'acquisition ou de fabrication des stocks de programmes tv sont activés et amortis dans leur intégralité après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks activés est réexaminée chaque année ; les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés intégralement au compte de résultat. Les droits de diffusion et les préproductions radiophoniques ne sont pas inscrits à l'actif en vertu du principe d'importance relative.

Sont également comptabilisées sous ce poste, en plus des stocks proprement dits, les avances aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements nécessaires. Les immobilisations en construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les intérêts sont imputés au compte de résultat en fonction de la période et du type de charges. Les achats à concurrence de 5000 francs et le mobilier ne sont pas inscrits au bilan, mais ils sont imputés directement au compte de résultat.

Outre les stocks d'inventaire proprement dits, les actifs immobilisés comprennent les avances aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués en fonction de la valeur d'acquisition et de la valeur de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

– Bâtiments	5 à 50 ans
– Moyens de production	5 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans
– Informatique	3 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont saisies aux coûts d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des corrections de valeur cumulés. Ne sont activées que les valeurs qui procurent des avantages économiques mesurables sur plusieurs années. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs des filiales, jamais dans ceux de la maison mère. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée (en général 3 à 5 ans). Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme les stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme recouvrent les titres sans caractère de participation, achetés à des fins de placement à longue échéance, les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont activés à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, compte tenu d'éventuels ajustements pour couvrir les pertes de valeur durables ou le risque de solvabilité. Les participations sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements ouverts sont saisis à la valeur nominale. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également saisis à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Comme la redevance est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée vers la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif).

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. L'événement doit avoir eu lieu avant la date du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées que s'il existe un plan de restructuration détaillé (mis en oeuvre ou annoncé). Le solde temps à long terme du personnel est porté au passif dans les provisions du personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes de groupe.

On distingue les provisions à court terme des provisions à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme celles dont l'échéance prévisible est à 12 mois. Dès lors que l'échéance prévisible dépasse 12 mois, la provision est considérée à long terme.

Recettes

Les redevances radio/tv sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Les recettes commerciales et les autres recettes contiennent toutes les recettes liées aux affaires radio/tv.

Annexe

Explications

M 1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2012	2011
Redevances télévision	749 526	741 573
Redevances radio	438 523	433 617
Total	1 188 049	1 175 190

L'augmentation des **redevances** de 12,9 millions (+6,2 millions en 2011) s'explique essentiellement par les économies de Billag SA (9,6 millions) et par la progression du nombre de redevances encaissées.

M 2 Recettes commerciales

CHF 1000	2012	2011
Publicité (nette)	259 179	279 759
Sponsoring	55 786	58 602
Programme	45 227	49 811
Total	360 192	388 172

Après avoir progressé de 14,5 millions en 2011, les **recettes publicitaires** se sont tassées de 20,6 millions en 2012, en raison principalement du recul de la publicité tv.

La contraction de 4,6 millions des **recettes de programme** (-2,8 millions en 2011) s'explique par l'effritement des recettes call media et televoting (-2,5 millions environ) et par la diminution de 0,8 million des coproductions.

M 3 Autres recettes

CHF 1000	2012	2011
Contributions	19 269	23 282
Prestations de services	33 563	30 570
Autre produit d'exploitation	33 677	10 359
Total	86 509	64 211

Les **contributions**, qui apparaissent dans les « autres recettes » et qui se composent pour l'essentiel de subventions fédérales aux programmes et aux émissions à destination de l'étranger, sont en baisse de 4,0 millions par rapport à 2011 (+0,7 million). Ce recul est lié à la restructuration de swissinfo et aux réductions d'effectifs qu'elle a entraînées, ce qui a induit une diminution des contributions.

Le produit des **prestations de services** est en progression de 3,0 millions (-3,3 millions en 2011). La location de surfaces dégage un surplus de recettes (+0,5 million), comme les prestations de services externes (+2,5 millions).

L'augmentation de 23,3 millions des **autres produits d'exploitation** (-4,9 millions en 2011) s'explique en grande partie par la réalisation de l'immeuble de la Giacomettistrasse, à Berne.

M4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2012	2011
Diminutions	-174	17 830
Total	-174	17 830

Les **diminutions de recettes** affichent une variation de -18,0 millions (+22,7 millions en 2011), imputable à l'effet exceptionnel du passage de la facturation trimestrielle de la redevance par Billag SA à la facturation annuelle.

M5 Charges de personnel

CHF 1000	2012	2011
Salaires	536 536	524 942
Allocations	22 579	25 026
Prestations sociales	237 867	94 829
Autres charges de personnel	17 032	17 471
Total	814 014	662 268

La progression des **salaires** (+11,6 millions, contre -6,9 millions en 2011) se répartit de la manière suivante : mesures salariales individuelles, mise en place d'un réseau achats et développement de la direction professionnelle (3,3 millions), comptes d'heures en plus/heures en moins et paiements compensatoires (4,9 millions) déplacés sous « salaires » (ils se trouvaient sous « allocations » les années précédentes).

Les **allocations** reculent de 2,4 millions (-10,3 millions en 2011). L'augmentation de 2,5 millions imputable à la hausse de la provision pour primes de fidélité n'apparaît pas en raison du reclassement dont il est question ci-dessus.

L'accroissement massif des **prestations sociales** (143,0 millions, contre +0,3 million en 2011) trouve son origine dans une réserve de 160,2 millions constituée en vue du changement de primauté de la Caisse de pension et de la modification du taux d'intérêt technique ; notons que la provision d'assainissement de 16,9 millions a été dissoute et qu'elle ne grève plus les comptes de l'institution de prévoyance. Pour davantage de détails, prière de consulter la position G 31 dans l'annexe des comptes de groupe. La progression des charges sociales induite par les mesures salariales est compensée par des cotisations pour augmentation de gain plus faibles.

Bien que les **autres charges de personnel** baissent de 0,4 million seulement (-6,8 millions en 2011), il y a lieu de relever que cette position intègre dorénavant le personnel intérimaire (classé jusqu'ici sous « Autres charges d'exploitation » ; voir le commentaire du point M 7 dans l'annexe de la maison mère), auquel sont imputables 4,8 millions de charges supplémentaires. Cependant, la quasi-totalité de ces charges sont compensées par des dépenses plus faibles en faveur des restructurations (-3,2 millions) et du plan social (-0,8 million) et par des frais et des menues dépenses inférieurs (-0,9 million).

L'**effectif du personnel** a augmenté de 114 postes à temps plein par rapport à l'exercice précédent, dont 43 imputables à la prise en compte des apprentis et des stagiaires et 64 aux projets de convergence, aux projets complémentaires du Programme, à la mise sur pied des services centraux et aux missions nationales. Le solde s'explique par les doubles occupations temporaires en raison des départs en retraite.

M6 Charges programme et production

CHF 1000	2012	2011
Indemnités artistes et auteurs	32 188	31 837
Droits d'auteur	112 201	99 677
Productions de tiers et commandes	362 925	345 104
Charges de liaisons et de lignes	96 187	95 936
Charges diverses programme et production	11 256	10 337
Variation des stocks de programmes	-10 396	6 931
Total	604 361	589 822

Les grandes manifestations sportives comme les Jeux olympiques d'été à Londres ou l'EURO 2012 ont fait remonter les **droits d'auteur** de 12,5 millions (-12,3 millions en 2011).

Les **productions de tiers** et les **commandes** s'affichent en hausse de 17,8 millions (+26,8 millions en 2011). Ces coûts supplémentaires sont le fait d'émissions déjà produites mais diffusées en 2013 seulement (10,4 millions) et de coûts plus élevés facturés par les tiers (7,4 millions).

Les **variations des stocks de programmes** trouvent leur origine dans les émissions pré-produites.

M7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2012	2011
Entretien et remplacement	46 866	49 497
Frais administratifs et publicité	59 284	63 128
Communication, logistique et frais	51 860	52 531
Autres charges	91 895	100 261
Total	249 905	265 417

Près de la moitié des charges d'**entretien et de remplacement** (en diminution de 2,6 millions en 2012 et de 6,5 millions en 2011) sont en rapport avec les technologies de l'information. Comme le système d'exploitation va être réorganisé en 2013, seuls les dépenses indispensables sont ici comptabilisées.

La position **frais administratifs et publicité** a fléchi de 3,8 millions (-3,7 millions en 2011), en raison avant tout des charges locatives inférieures (-2,1 millions) et des autres loyers (-0,3 million).

Deux facteurs expliquent la diminution de 8,4 millions des **autres charges** (-4,7 millions en 2011) : le déplacement du personnel intérimaire (6,4 millions en 2011) dans les autres charges de personnel et le reflux de 0,7 million des dépenses liées aux litiges juridiques.

M8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2012	2011
Amortissements prévus immobilisations corporelles	77 027	76 018
Dépréciations immobilisations corporelles	514	19 079
Immobilisations corporelles	77 541	95 097
Dépréciations immobilisations financières	-	-
Immobilisations financières	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	2 262	2 354
Valeurs incorporelles	2 262	2 354
Total	79 803	97 451

Au reflux de 3,5 millions des **amortissements prévus** consécutifs à la vente du bâtiment de la Giacomettistrasse à Berne fait écho une progression des amortissements des moyens de production (2,2 millions) et de l'informatique (1,9 million). La variation totale par rapport à l'exercice précédent est de -17,6 millions (+18,5 millions en 2011) ; elle s'explique par les corrections de valeur de 2011.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2012	2011
Produits financiers	10 036	6 142
Charges financières	-13 964	-10 837
Total	-3 928	-4 695

Le **résultat financier** net a augmenté de 0,8 million (+7,8 millions en 2011). Les bénéfices réalisés sur les changes et les participations ont été pratiquement annulés par les coûts plus élevés des opérations sur options et des opérations à terme. Les intérêts du capital emprunté n'ont que très peu diminué, le remboursement des 80,0 millions du prêt contre reconnaissance de dette n'ayant eu lieu qu'en décembre 2012.

M10 Liquidités

CHF 1000	2012	2011
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	382 491	333 980
Fonds assimilés à des liquidités	95	105
Total	382 586	334 085

Le niveau des **liquidités** est remonté de 48,5 millions (+224,0 millions en 2011). Pour un complément d'information, voir le tableau de financement de la maison mère.

M11 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2012	2011
Instruments financiers dérivés	361	2 805
Total	361	2 805

Chiffres détaillés, voir M 28

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2012	2011
Tiers	16 100	14 314
Sociétés du groupe	28 069	17 628
Sociétés proches	10	331
Corrections de valeur	-1 979	-2 007
Total	42 200	30 266

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** sont en hausse de 11,9 millions (-19,8 millions en 2011), en raison principalement de la progression des sociétés du groupe (+10,4 millions).

M 13 Autres créances

CHF 1000

	2012	2011
Tires	5 339	5 664
Total	5 339	5 664

Le fléchissement de 0,3 million des **autres créances** (-1,2 million en 2011) reste dans la norme admise par la SSR.

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000

	2012	2011
Tiers	14 844	15 249
Sociétés du groupe	125	2 417
Total	14 969	17 666

Les **comptes de régularisation actifs** affichent un recul de 2,7 millions (-27,1 millions en 2011), du fait des délimitations usuelles en rapport avec les sociétés du groupe (-2,3 millions).

M 15 Stocks

CHF 1000

	2012	2011
Productions maison	44 944	36 455
Productions de tiers	63 943	61 273
Paievements anticipés de programmes	23 529	29 625
Stocks de programmes bruts	132 416	127 353
Stocks de marchandises	697	460
Stocks bruts	133 113	127 813
Corrections de valeur	-1 743	-2 141
Stocks nets	131 370	125 672

Activés uniquement pour les productions tv, les stocks de programmes regroupent les **productions de tiers** et les **productions maison** non encore diffusées. Ils se sont accrus de 11,2 millions (-7,6 millions en 2011). Il est renoncé à une activation des émissions radio pour des raisons d'importance relative.

Les **paievements anticipés** se sont rétractés de 6,1 millions (+14,1 millions en 2011); ils sont imputables aux droits sportifs conclus pour les années à venir (14,6 millions).

M 16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2011
Immobilisations en construction et paiements anticipés	40 857	32 722	-8 712	-18 997	45 870
Terrains	26 951	-	-	-	26 951
Bâtiments	982 119	27 191	-15 429	5 622	999 503
Moyens de production	404 849	25 854	-41 208	14 990	404 485
Informatique	78 207	10 520	-21 036	-1 812	65 879
Autres immobilisations corporelles	35 139	1 993	-7 256	197	30 073
Valeurs d'acquisition	1 568 122	98 280	-93 641	-	1 572 761
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-1	-184	126	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-362 608	-36 344	8 401	-	-390 551
Moyens de production	-276 092	-30 033	35 227	-	-270 898
Informatique	-54 098	-6 867	13 923	-	-47 042
Autres immobilisations corporelles	-25 631	-2 590	6 645	-	-21 576
Amortissements prévus	-718 430	-76 018	64 322	-	-730 126
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-79 246	-16 300	1 730	-	-93 816
Moyens de production	-10 344	-959	696	-	-10 607
Informatique	-1 503	-1 820	74	-	-3 249
Autres immobilisations corporelles	-649	-	-	-	-649
Dépréciations	-91 742	-19 079	2 500	-	-108 321
Immobilisations en construction et paiements anticipés	40 856	32 538	-8 586	-18 997	45 811
Terrains	26 951	-	-	-	26 951
Bâtiments	540 265	-25 453	-5 298	5 622	515 136
Moyens de production	118 413	-5 138	-5 285	14 990	122 980
Informatique	22 606	1 833	-7 039	-1 812	15 588
Autres immobilisations corporelles	8 859	-597	-611	197	7 848
Valeurs comptables nettes	757 950	3 183	-26 819	-	734 314

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Immobilisations en construction et paiements anticipés	45 870	29 551	-224	-27 358	47 839
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	999 503	8 188	-108 474	10 605	909 822
Moyens de production	404 485	20 067	-11 533	3 198	416 217
Informatique	65 879	4 934	-4 299	10 806	77 320
Autres immobilisations corporelles	30 073	447	-2 865	213	27 868
Valeurs d'acquisition	1 572 761	63 187	-131 604	-2 536	1 501 808
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	-	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-390 551	-33 530	18 964	-2	-405 119
Moyens de production	-270 898	-32 271	10 159	-	-293 010
Informatique	-47 042	-8 808	3 657	45	-52 148
Autres immobilisations corporelles	-21 576	-2 418	2 807	-43	-21 230
Amortissements prévus	-730 126	-77 027	35 587	-	-771 566
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-93 816	-	8 757	-	-85 059
Moyens de production	-10 607	-300	1 198	-	-9 709
Informatique	-3 249	-214	59	-	-3 404
Autres immobilisations corporelles	-649	-	1	-	-648
Dépréciations	-108 321	-514	10 015	-	-98 820
Immobilisations en construction et paiements anticipés	45 811	29 551	-224	-27 358	47 780
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	515 136	-25 342	-80 753	10 603	419 644
Moyens de production	122 980	-12 504	-176	3 198	113 498
Informatique	15 588	-4 088	-583	10 851	21 768
Autres immobilisations corporelles	7 848	-1 971	-57	170	5 990
Valeurs comptables nettes	734 314	-14 354	-86 002	-2 536	631 422

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 5,5 millions (3,6 millions en 2011). La diminution enregistrée par les terrains et les bâtiments est due à la vente du bâtiment administratif de la Giacomettistrasse à Berne ; celle-ci explique aussi les dépréciations sur bâtiments. La diminution affichée par les dépréciations des moyens de production est le fait de la destruction des anciens équipements de studio.

La valeur d'assurance incendie des immobilisations corporelles est de 1417,2 millions (1465,1 millions en 2011).

M 17 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2011
Prêts	58 085	37 500	-32 029	-	63 556
Participations	24 596	13 221	-305	-	37 512
Valeurs d'acquisition	82 681	50 721	-32 334	-	101 068
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-724	-	145	-	-579
Amortissements cumulés	-724	-	145	-	-579
Prêts	58 085	37 500	-32 029	-	63 556
Participations	23 872	13 221	-160	-	36 933
Valeurs comptables nettes	81 957	50 721	-32 189	-	100 489

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Prêts	63 556	71 500	-74 000	-	61 056
Participations	37 512	-	-11	-	37 501
Valeurs d'acquisition	101 068	71 500	-74 011	-	98 557
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Amortissements cumulés	-579	-	-	-	-579
Prêts	63 556	71 500	-74 000	-	61 056
Participations	36 933	-	-11	-	36 922
Valeurs comptables nettes	100 489	71 500	-74 011	-	97 978

Le prêt en compte courant accordé à la filiale TPC a engendré une diminution nette de 2,5 millions des **prêts** (+5,5 millions en 2011).
La **participation** dans Romandie Médias SA passe de 60 000 francs à 49 000 francs (220 actions en moins).

CHF 1000	2012	2011
Prêts aux tiers	11	10
Prêts aux sociétés du groupe	61 046	63 546
Total prêts	61 057	63 556
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)	35 882	35 882
Sociétés à participations (participation entre 20% et 49%)	743	743
Autres participations (participation inférieure à 20%)	296	308
Total participations	36 921	36 933
Total immobilisations financières	97 978	100 489

Aperçu des participations, annexe G 36

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2011
Logiciels et licences	24 651	1 176	-4 799	-	21 028
Valeurs d'acquisition	24 651	1 176	-4 799	-	21 028
Logiciels et licences	-17 866	-2 354	3 782	-	-16 438
Amortissements prévus	-17 866	-2 354	3 782	-	-16 438
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	6 367	-1 178	-1 017	-	4 172
Valeurs comptables nettes	6 367	-1 178	-1 017	-	4 172

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Logiciels et licences	21 028	5 140	-40	2 536	28 664
Valeurs d'acquisition	21 028	5 140	-40	2 536	28 664
Logiciels et licences	-16 438	-2 262	40	-	-18 660
Amortissements prévus	-16 438	-2 262	40	-	-18 660
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	4 172	2 878	-	2 536	9 586
Valeurs comptables nettes	4 172	2 878	-	2 536	9 586

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent par la relance des activités web de SRF (4,3 millions).

M 19 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2012	2011
Prêt contre reconnaissance de dette	270 000	80 000
Instruments financiers dérivés	246	-
Total	270 246	80 000

Les **dettes financières à court terme** comprennent le prêt contre reconnaissance de dette de 270,0 millions accordé par Postfinance. La première tranche a été remboursée en janvier 2013 (70,0 millions), la seconde sera remboursée en juin 2013 (200,0 millions). Il ne s'agit pas d'une nouvelle dette, mais d'une reclassification (voir M 25).

Le détail des **instruments financiers dérivés** figure sous le point M 28 de l'annexe.

M 20 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2012	2011
Tiers	59 027	56 684
Sociétés du groupe	18 258	21 314
Sociétés proches	1 826	1 947
Total	79 111	79 945

L'écart observé au plan des **engagements découlant de livraisons et de prestations** est lié aux opérations réalisées durant l'exercice et se situe au niveau habituel.

M21 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2012	2011
Encaissement anticipé de la redevance	183 676	164 605
Total	183 676	164 605

Comme la redevance est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée à la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif).

M22 Autres dettes

CHF 1000	2012	2011
Tiers	32 456	35 790
Total	32 456	35 790

Les **autres dettes** se sont contractées de 3,3 millions (-0,1 million en 2011). Elles se situent à un niveau usuel pour l'entreprise.

M23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2012	2011
Tiers	66 234	63 373
Sociétés du groupe	4 200	2 524
Total	70 434	65 897

La hausse de 2,9 millions de la position tiers (7,6 millions en 2011) des **comptes de régularisation passifs** s'explique avant tout par les composantes salariales variables qui n'ont pas encore été versées. La position sociétés du groupe a augmenté sous l'effet des factures en souffrance pour des prestations fournies en 2012.

M24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2011	1 679	10 370	2 863	14 912
Constitution	584	5 138	1 965	7 687
Utilisation	-1 454	-5 871	-1 681	-9 006
Dissolution	-367	-2 573	-1 915	-4 855
Reclassification	962	252	-420	794
Valeur comptable 31.12.2011	1 404	7 316	812	9 532
Constitution	160 652	1 912	1 000	163 564
Utilisation	-1 087	-4 893	-34	-6 014
Dissolution	-107	-1 651	-782	-2 540
Reclassification	720	2 188	2 986	5 894
Valeur comptable 31.12.2012	161 582	4 872	3 982	170 436

Les provisions à court terme **personnel et prévoyance** intègrent les provisions nécessaires en vue du changement de primauté de la Caisse de pension et de l'ajustement du taux d'intérêt technique. 160,2 millions ont été prévus. Les autres positions ne comprennent plus que les provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année.

Les **provisions de restructuration** (1,9 million) et le solde sont dus au plan social élaboré dans le cadre des projets de convergence et d'efficience. Les **autres provisions** font état de 0,7 million imputable aux litiges juridiques en cours (0,6 million en 2011) ; le solde est attribuable aux travaux de démolition du bâtiment à Genève.

M 25 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2012	2011
Prêt contre reconnaissance de dette	-	270 000
Total	-	270 000

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de CHF 270,0 millions accordé par Postfinance arrive à échéance en 2013 ; raison pour laquelle il entre dans la catégorie des dettes financières à court terme (voir M 19).

M 26 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2011	61 862	303	9 229	71 394
Constitution	2 905	2 518	5 764	11 187
Utilisation	-3 872	-	-248	-4 120
Dissolution	-3 837	-	-1 018	-4 855
Reclassification	-962	-252	420	-794
Valeur comptable 31.12.2011	56 096	2 569	14 147	72 812
Constitution	5 841	54	2 107	8 002
Utilisation	-3 458	-	-801	-4 259
Dissolution	-16 919	-	-3 407	-20 326
Reclassification	-720	-2 188	-2 986	-5 894
Valeur comptable 31.12.2012	40 840	435	9 060	50 335

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps du personnel et les primes de fidélité à hauteur de 40,8 millions (39,2 millions en 2011). Les primes de fidélité et les provisions de restructuration ont été escomptées à 1%. Les 16,9 millions mis de côté pour l'assainissement de la Caisse de pension ont été dissoutes parce que le taux de couverture a dépassé largement le seuil-cible de 100% et que la provision ne se justifie plus.

Dans les **autres provisions** figurent plus de 5,0 millions pour les litiges juridiques (4,4 millions en 2011) et 3,6 millions pour le démontage et la non-occupation de bâtiments loués (8,1 millions en 2011).

Autres indications

M 27 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Arrivé à échéance en 2011, le Pacte de l'audiovisuel a été reconduit de quatre ans. Le contrat signé par la SSR et différentes associations cinématographiques suisses se traduit par une obligation d'acceptation de 66,9 millions (89,2 millions en 2011).

La Business Unit Sport a conclu des contrats pour un montant de 143,1 millions (82,7 millions en 2011) en lien avec de prochains événements sportifs. Les acomptes éventuels sont activés sous les stocks de programmes.

Des contrats de bail à long terme ont été signés à Berne, à Lugano et à Zurich pour un montant approximatif de 117,3 millions (35,3 millions en 2011). Pendant l'année sous revue, la SSR a signé un cautionnement de 0,2 million pour les bureaux d'une filiale. Les autres contrats à long terme (14,3 millions, contre 24,3 millions en 2011) concernent l'activité ordinaire.

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore quantifiables prévues entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018 pour faire face à un abaissement éventuel du taux d'intérêt technique de 3,25% à 2,75% pendant cette période et à la nécessité d'un redressement.

M 28 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs de remplacement	
			Positives	Négatives
Opérations de change à option ouvertes 2011				
Achat	EUR	72 200	2 149	-
Achat	USD	8 750	656	-
Total		80 950	2 805	-
Total des opérations de change à option le 31.12.2011		80 950	2 805	-
Opérations de change à option ouvertes 2012				
Achat	EUR	85 034	361	-
Achat	USD	14 099	-	246
Total		99 133	361	246
Total des opérations de change à option le 31.12.2012		99 133	361	246

Les **instruments financiers dérivés** servent à couvrir les futures sorties de fonds uniquement. Il n'est pas prévu d'utiliser de tels instruments à des fins spéculatives.

M 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance du personnel s'élevaient à 30 400 francs au 31 décembre 2012 (32 000 francs en 2011).

L'annexe du rapport financier sur les comptes du groupe, point G 31, contient d'autres informations sur les institutions de prévoyance, sur la réserve de cotisations de l'employeur et sur la situation économique.

M 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de la branche audiovisuelle.

La gestion des risques a été définie par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures nécessaires.

Durant l'exercice sous revue, 12 risques majeurs ont été identifiés dans sept catégories : politique et régulation, marché des capitaux et caisse de pension, actions de la concurrence, projets, conjoncture, modes de consommation et besoins du public, gestion du programme. Les orientations principales ont pu être confirmées une fois l'harmonisation effectuée avec la stratégie d'entreprise. Par ailleurs, des mesures ont été définies, qui permettent de contrôler les risques une fois ceux-ci identifiés.

M 31 Informations complémentaires

Les informations figurent dans l'annexe, point G 35.

M 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 4 avril 2013, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2012 et qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Selon le Conseil d'administration du 4 avril 2013, la compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2012 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR d'approuver les comptes 2012 de la maison mère. L'exercice se solde par une perte de 117,4 millions, que nous proposons d'imputer aux réserves provenant des bénéfices.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 110-129) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse (art. 957 et ss. CO).

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 69b CC en liaison avec l'art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 69b CC en liaison avec l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 4 avril 2013

Comptes de groupe 2012

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Redevances radio/tv	G 1	1 188 049	1 175 190
Recettes commerciales	G 2	631 644	691 403
Autres recettes	G 3	86 848	64 936
Diminution de recettes	G 4	-233 238	-242 773
Produit d'exploitation		1 673 303	1 688 756
Charges de personnel	G 5	938 176	780 923
Charges programme et production	G 6	484 170	473 214
Autres charges d'exploitation	G 7	255 655	276 544
Amortissements et corrections de valeur	G 8	103 246	126 201
Charges d'exploitation		1 781 247	1 656 882
Résultat d'exploitation		-107 944	31 874
Résultat financier	G 9	-7 882	-7 913
Impôts	G 10	-1 902	-440
Part des entités associées au résultat		718	1 716
Participations minoritaires		-12	-11
Résultat d'entreprise		-117 022	25 226

G = comptes de groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Liquidités	G 11	394 423	342 026
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	2 830	5 243
Créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	75 591	74 356
Autres créances	G 14	7 792	6 986
Comptes de régularisation actifs	G 15	17 283	17 864
Stocks	G 16	133 738	127 700
Actifs circulants		631 657	574 175
Immobilisations corporelles	G 17	712 624	810 783
Entités associées	G 18	18 662	19 040
Immobilisations financières	G 19	2 517	2 413
Immobilisations incorporelles	G 20	10 946	4 910
Actifs immobilisés		744 749	837 146
ACTIFS		1 376 406	1 411 321
Dettes financières à court terme	G 21	270 246	80 100
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G 22	70 701	67 610
Encaissement anticipé de la redevance	G 23	183 676	164 605
Autres dettes	G 24	40 289	44 405
Comptes de régularisation passifs	G 25	81 835	77 528
Provisions à court terme	G 26	173 816	12 039
Capitaux étrangers à court terme		820 563	446 287
Dettes financières à long terme	G 27	-	270 000
Provisions à long terme	G 28	64 967	86 991
Capitaux étrangers à long terme		64 967	356 991
Capitaux étrangers		885 530	803 278
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéfices		128 652	103 426
Réserves monnaies étrangères		-869	-715
Résultat d'entreprise		-117 022	25 226
Capitaux propres (sans parts minoritaires)		490 761	607 937
Intérêts minoritaires		115	106
Capitaux propres (intérêts minoritaires compris)		490 876	608 043
PASSIFS		1 376 406	1 411 321

G = comptes de groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2012	2011
Résultat d'entreprise		-117 022	25 226
Résultat intérêts minoritaires		12	-11
Part des entités associées au résultat		-718	-1 717
Amortissements	G 8	102 460	101 971
Corrections de valeur	G 8	786	24 230
Diminution papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	2 413	-2 726
Augmentation créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	-1 235	9 201
Augmentation autres créances	G 14	-806	1 851
Diminution comptes de régularisation actifs	G 15	581	27 129
Augmentation stocks	G 16	-6 038	-7 966
Augmentation dettes	G 21	146	-3 911
Augmentation engagements découlant de livraisons et de prestations	G 22	3 091	-16 972
Augmentation encaissement anticipé de la redevance	G 23	19 071	164 605
Diminution autres dettes	G 24	-4 116	876
Augmentation comptes de régularisation passifs	G 25	4 307	9 746
Augmentation provisions à court terme	G 26	161 777	-3 192
Diminution provisions à long terme	G 28	-22 024	2 874
Diminution réserves cotisations employeur	G 19	-35	775
Bénéfice de la vente d'immobilisations corporelles		-25 874	-1 621
Pertes de la vente d'immobilisations corporelles		1	6
Flux de fonds liés à l'exploitation		116 777	330 374
Acquisition d'immobilisations corporelles		-89 999	-115 211
Vente d'immobilisations corporelles		111 265	9 173
Acquisition de titres et de participations	G 19	-	-60
Vente de titres et de participations	G 19	11	305
Prêt accordé	G 19	-100	-
Remboursement d'un prêt	G 19	20	52
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-6 516	-2 226
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		14 681	-107 967
Free cashflow		131 458	222 407
Prêt contre reconnaissance de dette		-80 000	-
Paiement de dividendes aux minoritaires		-3	-
Paiement de dividendes des entités associées		942	-
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-79 061	-
Variation des fonds		52 397	222 407
Liquidités au 1er janvier		342 026	119 619
Liquidités au 31 décembre		394 423	342 026
Variation des fonds		52 397	222 407

G = comptes de groupe, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capitaux propres			Résultat du groupe	Total sans les parts des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minoritaires
	Réserve de base	Réserve provenant de bénéfices	Réserve monnaies étrangères				
Solde au 1er janvier 2011	480 000	114 558	-	- 11 132	583 426	95	583 521
Réimputation résultat 2010	-	- 11 132	-	11 132	-	-	-
Effets monétaires	-	-	- 715	-	- 715	-	- 715
Résultat d'entreprise 2011	-	-	-	25 226	25 226	11	25 237
Résultat d'entreprise 2011	480 000	103 426	- 715	25 226	607 937	106	608 043
Réimputation résultat 2011	-	25 226	-	- 25 226	-	-	-
Ecart monnaies étrangères	-	-	- 154	-	- 154	-	- 154
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	- 3	- 3
Résultat d'entreprise 2012	-	-	-	- 117 022	- 117 022	12	- 117 010
Solde au 31 décembre 2012	480 000	128 652	- 869	- 117 022	490 761	115	490 876

Principes régissant l'établissement des comptes

L'établissement des comptes de groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR) intervient en conformité avec les Swiss GAAP RPC. Les comptes de groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

En sus des principes de consolidation détaillés ci-après, il y a lieu de tenir compte des règles de la maison mère figurant dans les principes régissant l'établissement des comptes (page 114) et aux principes d'activation et d'évaluation (page 115).

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes de groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme.

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne
Maison mère (holding), en la forme d'une association

Sociétés du groupe	2012	2011
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	99,8%	99,8%
MCDT AG, Zurich Capital actions CHF 0,1 million Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Berne Capital actions CHF 0,1 million Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

Radio Events Sàrl, Berne, dans laquelle la SSR détient une participation de 50% au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative ; elle figure parmi les autres participations.

Principes de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20% et celles de moindre importance sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. Les participations entre 20% et 50% sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portées au bilan. Les participations supérieures à 50% sont intégralement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne d'acquisition. Au moment de l'acquisition ou de la fondation, les capitaux propres de la société consolidée sont compensés par la valeur comptable de la participation dans les comptes annuels de la maison mère (holding). Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères identiques au moment de la première consolidation. Une éventuelle différence provenant de la réévaluation entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est inscrite comme goodwill à l'actif du bilan.

Le goodwill est amorti en principe sur la durée d'utilisation attendue, mais pas plus de 20 ans, avec effet sur le compte de résultat. Le badwill est saisi directement, avec effet sur le compte de résultat.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs, les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des entités associées au résultat sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, opérations internes et bénéfices internes

Les charges et les produits des sociétés consolidées, mais aussi les dettes et les créances, sont éliminés. Les bénéfices internes sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22% en moyenne.

Annexe

Explications

G1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2012	2011
Redevances télévision	749 526	741 573
Redevances radio	438 523	433 617
Total	1 188 049	1 175 190

L'augmentation des **redevances** de 12,9 millions de francs (+6,2 millions en 2011) s'explique essentiellement par les économies de Billag SA (9,6 millions) et par la progression du nombre de redevances encaissées.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2012	2011
Publicité (nette)	522 559	575 972
Sponsoring	64 493	66 056
Programme	44 592	49 375
Total	631 644	691 403

Les **recettes commerciales** enregistrent une baisse de 53,4 millions (+19,8 millions en 2011), conséquence directe d'une certaine insécurité engendrée par la crise de l'euro et par la concurrence toujours plus rude de tous les médias.

Les **recettes de programme** se sont inscrites en baisse de 4,8 millions par rapport à 2011 (-26,0 millions), tirées à la baisse par le call media et le télévote (-2,5 millions) et les coproductions (-0,8 million).

G3 Autres recettes

CHF 1000	2012	2011
Contributions	19 269	24 092
Prestations de services	26 748	27 292
Autre produit d'exploitation	40 831	13 552
Total	86 848	64 936

Les **contributions**, qui se composent pour l'essentiel de subventions fédérales aux programmes et aux émissions à destination de l'étranger, affichent un tassement de 4,8 millions par rapport à 2011 (+1,5 million). Ce recul s'explique en grande partie par la restructuration de swissinfo, qui a engendré une baisse de 4,0 millions environ des subventions.

Deux effets exceptionnels justifient l'augmentation de 27,3 millions (-5,3 millions en 2011) des **autres produits d'exploitation** : la vente du bâtiment administratif de la Giacomettistrasse (+25,7 millions) et les indemnités/sanctions pécuniaires obtenues à la suite d'un projet avorté à Publi-suisse.

G4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2012	2011
Diminutions	-233 238	-242 773
Total	-233 238	-242 773

En plus des positions habituelles, les **diminutions de recettes** comprennent les honoraires de conseil, les rabais de quantité et les rabais spéciaux sur la publicité tv, qui se chiffrent à 242,6 millions (259,5 millions en 2011). D'un côté, les diminutions de recettes ont profité à hauteur de 17,9 millions de la disparition de l'effet extraordinaire de l'an dernier (passage de la facturation trimestrielle à la facturation mensuelle par Billag SA) ; d'un autre côté, elles ont pâti du fléchissement des commissions publicitaires, de sorte que le recul net est de 9,5 millions après consolidation.

G5 Charges de personnel

CHF 1000	2012	2011
Salaires	636 107	621 890
Allocations	26 163	28 044
Prestations sociales	256 120	111 234
Autres charges de personnel	19 786	19 755
Total	938 176	780 923

Les **salaires** ont progressé de 14,2 millions (+6,7 millions en 2011). Cette remontée est le fait des positions déjà expliquées au point M 5 de l'annexe des comptes de la maison mère et du volume de production de TPC. La hausse massive de 144,9 millions enregistrée par les **allocations** (+2,8 millions en 2011) trouve son origine dans la provision de 161,5 millions liée au changement de primauté et à l'ajustement du taux d'intérêt technique de la Caisse de pension ; celle-ci sera cependant soulagée par la dissolution de la provision d'assainissement (18,2 millions). Des précisions figurent sous la position G 31 de l'annexe au comptes de groupe.

A partir de cette année, les **autres charges de personnel** intègrent aussi le personnel intérimaire, que l'on retrouvait jusqu'ici dans les « autres charges » (point G 7 des comptes de groupe). Cette modification grève les charges de personnel de 4,9 millions. Ce surcroît de charges est compensé presque intégralement par des coûts inférieurs de restructuration (-3,2 millions), par des plans sociaux moins onéreux (-0,7 million) et par des frais/menues dépenses plus faibles (-0,9 million).

G6 Charges programme et production

CHF 1000	2012	2011
Indemnisations artistes et auteurs	33 180	32 754
Droits d'auteur	119 210	107 214
Productions de tiers et commandes	243 856	212 693
Charges de liaisons et de lignes	96 038	95 951
Charges diverses programme et production	2 282	17 714
Variation des stocks de programmes	-10 396	6 888
Total	484 170	473 214

Les grandes manifestations sportives comme les Jeux olympiques d'été à Londres ou l'EURO 2012 en Pologne et en Ukraine ont fait remonter les **droits d'auteur** de 12 millions (-11,9 millions en 2011).

Les **productions de tiers et commandes** sont remontées de 31,2 millions (-8,3 millions en 2011) : il s'agit principalement des coûts facturés par les tiers (en partie liés aux grands événements sportifs) et des émissions déjà produites mais diffusées en 2013 seulement (10,4 millions).

Les **charges diverses programme et production** sont en recul de 15,4 millions (-2,5 millions en 2011). Les prestations internes au groupe ont été sensiblement plus nombreuses qu'en 2011 ; cette hausse se traduit par une baisse des prestations achetées à des tiers. Par ailleurs, nos partenaires médias ont acheté 7,0 millions d'espaces publicitaires en moins.

La **variation des stocks de programmes** s'explique par les émissions préproduites.

G7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2012	2011
Entretien et remplacement	56 138	60 126
Frais administratifs et publicité	66 638	73 251
Communication, logistique et frais	58 659	59 296
Autres charges	74 220	83 871
Total	255 655	276 544

Le fléchissement de 4,0 millions (-2,6 millions en 2011) de la position **entretien et remplacement** est dû avant tout à des coûts d'entretien IT inférieurs de 1,3 million et à des prestations propres plus élevées de 1,6 million.

La position **frais administratifs et publicité** s'est rétractée de 6,6 millions par rapport à l'année précédente (+2,1 millions en 2011), en raison des coûts inférieurs de location et de la disparition des licences supplémentaires ; celles-ci se montaient à 2,5 millions en 2011.

Les **autres charges** ont reflué de 9,7 millions (-4,2 millions en 2011) du fait du déplacement du personnel intérimaire (7,0 millions en 2011) dans les autres charges de personnel et de l'infléchissement des dépenses liées aux litiges juridiques (0,7 million). La baisse de nombreuses positions de moindre importance explique le reflux des autres dépenses.

G8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2012	2011
Amortissements prévus immobilisations corporelles	99 353	98 667
Dépréciations immobilisations corporelles	786	23 594
Immobilisations corporelles	100 139	122 261
Dépréciations immobilisations financières	-	-
Immobilisations financières	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 107	3 304
Dépréciations valeurs incorporelles	-	636
Valeurs incorporelles	3 107	3 940
Total	103 246	126 201

Alors que les amortissements se sont contractés de 3,5 millions à la suite de la vente du bâtiment de la Giacomettistrasse à Berne, les amortissements liés aux moyens de production et à l'informatique ont gonflé respectivement de 3,3 millions et 1,2 million. L'écart total négatif de 23,0 millions par rapport à l'année précédente (+27,5 millions en 2011) s'explique par les correctifs de valeur exceptionnels opérés en 2011.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2012	2011
Produits financiers	5 970	3 138
Charges financières	-13 852	-11 051
Total	-7 882	-7 913

Le **résultat financier** net a peu évolué par rapport à l'année précédente (+7,0 millions en 2011). Les variations détaillées figurent dans l'annexe aux comptes de la maison mère (M 9), qui se charge des transactions financières majeures.

G 10 Impôts

CHF 1000	2012	2011
Impôts courants	-1 702	-620
Variation impôts différés	-200	180
Total	-1 902	-440

La maison mère est exonérée d'impôts. Les **impôts courants** et les **impôts différés** ne concernent donc que les filiales.

G 11 Liquidités

CHF 1000	2012	2011
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	394 328	341 921
Fonds assimilés à des liquidités	95	105
Total	394 423	342 026

Les **liquidités** se sont accrues de 52,4 millions (+222,4 millions en 2011). Les détails figurent dans le tableau de financement du groupe.

G 12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2012	2011
Instruments financiers dérivés	360	2 805
Papiers-valeurs	2 470	2 438
Total	2 830	5 243

Les **papiers-valeurs et autres placements à court terme** sont des titres à court terme, pas des immobilisations financières. Les instruments financiers dérivés sont détaillés dans les comptes de la maison mère (annexe), sous M 28.

G 13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2012	2011
Tiers	79 371	78 118
Sociétés proches	11	340
Corrections de valeur	-3 791	-4 102
Total	75 591	74 356

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** ont progressé de 1,2 million (-9,2 millions en 2011), en ligne avec l'activité ordinaire.

G 14 Autres créances

CHF 1000	2012	2011
Tiers	7 792	6 986
Total	7 792	6 986

Par rapport à 2011, les **autres créances** déclinent de 0,8 million (–1,9 million en 2011), pour retrouver leur niveau habituel.

G 15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2012	2011
Tiers	17 283	17 864
Total	17 283	17 864

Les **comptes de régularisation actifs**, qui intègrent les positions habituelles, ont reculé de 0,6 million (–27,1 millions en 2011).

G 16 Stocks

CHF 1000	2012	2011
Productions maison	44 944	37 747
Productions de tiers	63 943	61 273
Paiements anticipés de programmes	25 150	29 625
Stocks de programmes bruts	134 037	128 645
Stocks de marchandises	1 445	1 196
Stocks bruts	135 482	129 841
Corrections de valeur	–1 744	–2 141
Stocks nets	133 738	127 700

Les **productions maison** et **productions de tiers** comprennent exclusivement des productions tv qui n'ont pas encore été diffusées. Compte tenu des corrections de valeur, elles ont augmenté de 10,3 millions (–6,0 millions en 2011).

Les **paiements anticipés** affichent une baisse de 4,5 millions (+14,1 millions en 2011); ils sont imputables à hauteur de 14,7 millions aux droits sportifs des prochaines années.

G 17 Immobilisations corporelles

HF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2011
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 960	47 053	-8 717	-28 077	60 219
Terrains	26 951	-	-	-	26 951
Bâtiments	994 674	27 485	-14 715	5 586	1 013 030
Moyens de production	612 444	35 291	-26 324	23 945	645 356
Informatique	84 027	10 264	-3 759	-1 812	88 720
Autres immobilisations corporelles	42 755	2 515	-1 977	115	43 408
Valeurs d'acquisition	1 810 811	122 608	-55 492	-243	1 877 684
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-184	125	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-372 752	-37 293	8 194	-	-401 851
Moyens de production	-425 833	-47 184	24 587	-	-448 430
Informatique	-58 057	-10 285	3 609	-	-64 733
Autres immobilisations corporelles	-30 926	-3 722	1 941	-	-32 707
Amortissements prévus	-887 568	-98 668	38 456	-	-947 780
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-79 528	-16 351	1 731	-	-94 148
Moyens de production	-16 283	-5 223	1 121	-	-20 385
Informatique	-2 001	-2 019	83	-	-3 937
Autres immobilisations corporelles	-651	-	-	-	-651
Dépréciations	-98 463	-23 593	2 935	-	-119 121
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 960	46 869	-8 592	-28 077	60 160
Terrains	26 951	-	-	-	26 951
Bâtiments	542 394	-26 159	-4 790	5 586	517 031
Moyens de production	170 328	-17 116	-616	23 945	176 541
Informatique	23 969	-2 040	-67	-1 812	20 050
Autres immobilisations corporelles	11 178	-1 207	-36	115	10 050
Valeurs comptables nettes	824 780	347	-14 101	-243	810 783

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Immobilisations en construction et paiements anticipés	60 219	31 585	-192	-41 737	49 875
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	1 013 030	8 200	-108 490	10 605	923 345
Moyens de production	645 356	41 939	-25 315	17 511	679 491
Informatique	88 720	8 005	-4 905	10 829	102 649
Autres immobilisations corporelles	43 408	801	-3 320	213	41 102
Valeurs d'acquisition	1 877 684	90 530	-146 431	-2 579	1 819 204
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	-	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-401 851	-34 090	19 015	-2	-416 928
Moyens de production	-448 430	-50 439	23 311	-	-475 558
Informatique	-64 733	-11 458	4 490	45	-71 656
Autres immobilisations corporelles	-32 707	-3 366	3 336	-43	-32 780
Amortissements prévus	-947 780	-99 353	50 152	-	-996 981
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-94 148	-52	8 758	-	-85 442
Moyens de production	-20 385	-439	1 504	-	-19 320
Informatique	-3 937	-222	47	-	-4 112
Autres immobilisations corporelles	-651	-74	-	-	-725
Dépréciations	-119 121	-787	10 309	-	-109 599
Immobilisations en construction et paiements anticipés	60 160	31 585	-192	-41 737	49 816
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	517 031	-25 942	-80 717	10 603	420 975
Moyens de production	176 541	-8 939	-500	17 511	184 613
Informatique	20 050	-3 675	-368	10 874	26 881
Autres immobilisations corporelles	10 050	-2 639	16	170	7 597
Valeurs comptables nettes	810 783	-9 610	-85 970	-2 579	712 624

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 5,5 millions (3,6 millions en 2011). La diminution enregistrée par les terrains et les bâtiments est due à la vente du bâtiment administratif de la Giacomettistrasse à Berne ; celle-ci explique aussi les dépréciations sur bâtiments. La diminution affichée par les dépréciations des moyens de production s'explique pour moitié par la destruction des anciens équipements de studio et pour moitié par le changement des techniques de production. La valeur d'assurance incendie des immobilisations corporelles est de 1625,1 millions (1701,7 millions en 2011).

G 18 Entités associées

CHF 1000	2012	2011
Entités associées	18 662	19 040
Total	18 662	19 040

Le tassement de valeur de 0,4 million (+0,7 million en 2011) sur les **entités associées** s'explique par la mise en équivalence. Aucune participation supplémentaire n'a été acquise ou cédée.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2011
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	62	-	-52	-	10
Participations	517	60	-270	-	307
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 869	28	-803	-	2 094
Valeurs d'acquisition	3 450	88	-1 125	-	2 413
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-145	-	145	-	-
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-145	-	145	-	-
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	62	-	-52	-	10
Participations	372	60	-125	-	307
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 869	28	-803	-	2 094
Valeurs comptables nettes	3 305	88	-980	-	2 413

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	10	100	-20	-	90
Participations	307	-	-11	579	875
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 094	35	-	-	2 129
Valeurs d'acquisition	2 413	135	-31	579	3 096
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-579	-579
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-579	-579
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	10	100	-20	-	90
Participations	307	-	-11	-	296
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 094	35	-	-	2 129
Valeurs comptables nettes	2 413	135	-31	-	2 517

La **participation** dans Romandie Médias SA passe de 60 000 francs à 49 000 francs (220 actions en moins).

G20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2011
Logiciels et licences	29 110	1 346	-79	-1 842	28 535
Autres immobilisations incorporelles	-	174	-520	2 085	1 739
Valeurs d'acquisition	29 110	1 520	-599	243	30 274
Logiciels et licences	-21 598	-2 877	49	1 193	-23 233
Autres immobilisations incorporelles	-	-428	349	-1 193	-1 272
Amortissements prévus	-21 598	-3 305	398	-	-24 505
Logiciels et licences	-418	-441	-	-	-859
Autres immobilisations incorporelles	-	-194	194	-	-
Dépréciations	-418	-635	194	-	-859
Logiciels et licences	7 094	-1 972	-30	-649	4 443
Autres immobilisations incorporelles	-	-448	23	892	467
Valeurs comptables nettes	7 094	-2 420	-7	243	4 910

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Logiciels et licences	28 535	6 454	-39	2 536	37 486
Autres immobilisations incorporelles	1 739	63	-2	43	1 843
Valeurs d'acquisition	30 274	6 517	-41	2 579	39 329
Logiciels et licences	-23 233	-2 598	39	-	-25 792
Autres immobilisations incorporelles	-1 272	-316	2	-	-1 586
Amortissements prévus	-24 505	-2 914	41	-	-27 378
Logiciels et licences	-859	-146	-	-	-1 005
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Dépréciations	-859	-146	-	-	-1 005
Logiciels et licences	4 443	3 710	-	2 536	10 689
Autres immobilisations incorporelles	467	-253	-	43	257
Valeurs comptables nettes	4 910	3 457	-	2 579	10 946

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent par la relance des activités web de SRF (4,3 millions).

G 21 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2012	2011
Prêt contre reconnaissance de dette	270 000	80 000
Autres dettes financières à court terme	246	100
Total	270 246	80 100

Les **dettes financières à court terme** comprennent le prêt contre reconnaissance de dette de 270,0 millions accordé par Postfinance. La première tranche (70,0 millions) a été remboursée en janvier 2013, la seconde sera remboursée en juin 2013 (200,0 millions). Il ne s'agit pas d'une nouvelle dette mais d'une reclassification (voir G 27). Les autres dettes financières sont en rapport avec les instruments financiers dérivés (voir point M 28 de l'annexe à la maison mère).

G 22 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2012	2011
Tiers	68 875	65 663
Sociétés proches	1 826	1 947
Total	70 701	67 610

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont progressé de 3,1 millions (-17,0 millions en 2011), sous l'effet de l'activité ordinaire et non de circonstances particulières.

G 23 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2012	2011
Encaissement anticipé de la redevance	183 676	164 605
Total	183 676	164 605

Comme la redevance est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée à la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif).

G 24 Autres dettes

CHF 1000	2012	2011
Tiers	40 144	44 271
Sociétés proches	145	134
Total	40 289	44 405

Les **autres dettes** affichent une variation de -4,1 millions (+0,9 million en 2011) ; elles se situent à leur niveau habituel.

G25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2012	2011
Tiers	81 835	77 528
Total	81 835	77 528

La progression de 4,3 millions des **comptes de régularisation passifs** (+9,7 millions en 2011) est due à des factures de fournisseurs en souffrance (prestations imputables à l'exercice sous revue) et à des composantes salariales 2012 non encore versées.

G26 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2011	1 888	10 480	2 863	-	15 231
Constitution	584	5 273	4 103	20	9 980
Utilisation	-1 454	-6 016	-1 681	-	-9 151
Dissolution	-368	-2 572	-1 915	-	-4 855
Reclassification court/long terme	952	302	-420	-	834
Valeur comptable 31.12.2011	1 602	7 467	2 950	20	12 039
Constitution	161 893	2 256	1 313	7	165 469
Utilisation	-1 087	-4 977	-392	-	-6 456
Dissolution	-106	-2 062	-783	-	-2 951
Reclassification court/long terme	521	2 188	3 006	-	5 715
Valeur comptable 31.12.2012	162 823	4 872	6 094	27	173 816

Les provisions à court terme **personnel et prévoyance** comprennent les provisions constituées en vue du changement de primauté et de l'ajustement du taux technique de la Caisse de pension (161,5 millions). Les autres positions sont des provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année et une provision de retraite anticipée pour les filiales (2,9 millions).

La constitution de **provisions de restructuration** (2,3 millions) et le solde actuel sont liés exclusivement au plan social élaboré dans le cadre des projets de convergence et d'efficacité.

Les **autres provisions** font état de 0,7 million (0,6 million en 2011) pour les litiges juridiques en cours de la maison mère. Le solde contient les provisions pour les licences supplémentaires (2,1 millions) et pour la démolition du bâtiment de Genève (2,4 millions).

G27 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2012	2011
Prêt contre reconnaissance de dette	-	270 000
Total	-	270 000

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 270,0 millions accordé par Postfinance sera remboursé en 2013. Il a donc été reclassé sous les dettes financières à court terme (voir G 21).

G 28 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2011	71 938	354	10 388	1 437	84 117
Constitution	4 909	2 518	6 809	726	14 962
Utilisation	-5 225	-	-248	-	-5 473
Dissolution	-3 836	-1	-1 018	-926	-5 781
Reclassification	-952	-302	420	-	-834
Valeur comptable 31.12.2011	66 834	2 569	16 351	1 237	86 991
Constitution	7 693	54	2 601	919	11 267
Utilisation	-4 264	-	-801	-	-5 065
Dissolution	-18 161	-	-3 624	-726	-22 511
Reclassification	-521	-2 188	-3 006	-	-5 715
Valeur comptable 31.12.2012	51 581	435	11 521	1 430	64 967

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps des collaborateurs et les primes de fidélité à hauteur de 48,7 millions (46,7 millions en 2011). Les primes de fidélité et les provisions de restructuration ont été escomptées à 1%. La provision de redressement de 18,2 millions en faveur de la Caisse de pension a été dissoute, de sorte que le taux de couverture dépasse largement 100%.

Dans les **autres provisions** figurent 5,0 millions pour les litiges juridiques (4,4 millions en 2011) et 3,6 millions (8,1 millions en 2011) pour la démolition et l'inoccupation des bâtiments loués.

Autres indications

G 29 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

A l'échelle du groupe, les obligations d'acceptation portant sur des films ou des séries s'élèvent à 66,9 millions (89,2 millions en 2011) pour différentes associations cinématographiques suisses. Les droits sportifs sur des événements à venir se chiffrent à 143,1 millions (82,7 millions en 2011).

Des contrats de location à long terme (121,3 millions, contre 40,8 millions en 2011) et un cautionnement pour les bureaux d'une filiale figurent dans les comptes pour un montant de 0,2 million. Les autres contrats à long terme en lien avec l'activité ordinaire se montent à 14,3 millions (24,4 millions en 2011).

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore quantifiables prévues entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018 pour faire face à un abaissement éventuel du taux d'intérêt technique de 3,25% à 2,75% pendant cette période et à la nécessité d'un redressement.

G 30 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés uniquement par la maison mère (voir M 28, comptes maison mère).

G 31 Institution de prévoyance

Les états financiers sont établis selon la norme Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur la SSR sont évaluées et activées à la date du bilan. Les plans de prévoyance de la SSR sont en partie en primauté des cotisations et en partie en primauté des prestations. Les actifs de ces plans sont gérés indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales par des institutions de prévoyance autonomes sur le plan juridique. Le financement des plans de prévoyance est assuré par des cotisations employé et des cotisations employeur, à l'exception de la caisse des cadres de la maison mère, financée par l'employeur. Le personnel de la SSR est assuré contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Au 31 décembre 2012, on dénombrait 6933 assurés actifs (6850 en 2011) et 1642 bénéficiaires de prestations (1472 en 2011).

La réserve de cotisations d'employeur et la situation économique (avantages en faveur des institutions de prévoyance ou engagements à leur charge) ont évolué comme suit :

Réserve de cotisations d'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 31.12.12	Renon- ciation à l'utilisation 31.12.12	Autres corrections de valeur 31.12.12	Consti- tution 31.12.12	Bilan 31.12.12	Bilan 31.12.11	Résultat réserves dans charges personnel	
							2012	2011
Institutions de prévoyance	2 129	-	-	-	2 129	2 094	6	-803
Total	2 129	-	-	-	2 129	2 094	6	-803

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.12	Part économique de l'entité 31.12.12	31.12.11	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2012	2011
TPC	3	-	-	-	346	346	229
SSR maison mère	39	-	-	-	3 567	3 567	2 678
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	42	-	-	-	3 913	3 913	2 907
MxLab	-	-	-	-	17	17	17
MCDT	-	-	-	-	46	46	21
Schweizerische Teletext Perso- nalvorsorgestiftung	-	-	-	-	1 144	1 144	1 056
TPC (PK SRG SSR idée suisse)	-	-	-	-	5 833	5 833	6 139
SRG Stammhaus (PK SRG SSR idée suisse)	-	-	-	-	43 167	43 167	44 757
Plan de prévoyance sans déficit de couverture	-	-	-	-	50 207	50 207	51 990
Publisuisse (Basler Versicherung)	2 420	-	-	-	883	883	837
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	24 20	-	-	-	883	883	837
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total	2 462	-	-	-	55 003	55 003	55 734

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur l'employeur sont évaluées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture annuelle du 31 décembre 2011. En présence d'éléments indiquant que la situation a connu des développements notables, il y a lieu de tenir compte de leur influence. Malgré l'évolution des marchés financiers en 2011, la CPS a maintenu le taux de couverture de 100%. En 2012, la volatilité est restée élevée, mais le taux de couverture a pu être porté à 104% (rendement total de 8%, contre 0,7% en 2011).

Changement de primauté et taux technique

Le 5 décembre 2012, le Conseil de fondation a approuvé le passage du système en primauté des prestations au système en primauté des cotisations et l'adaptation des bases techniques, y compris l'abaissement du taux d'intérêt technique de 4% à 3,25%. Cette décision doit encore être avalisée par les actifs assurés en primauté des prestations. La consultation à la base devrait avoir lieu en juin 2013 ; le plan de prévoyance pourra ensuite, au 1er janvier 2014, être adapté aux principes de la primauté des cotisations.

Le 15 novembre 2012, le Conseil d'administration de la SSR s'est prononcé en faveur d'un soutien de 161,5 millions destinés à financer le changement éventuel de primauté. A l'échelon de la maison mère, la SSR a ensuite pu constituer une provision plafonnée à 161,5 millions (besoins de financement des unités d'entreprise SSR et du TPC). La répartition de la provision entre la SSR (maison mère) et le TPC et son financement seront définis en 2013, une fois la consultation à la base organisée. Il faudra tenir compte le moment venu du nombre d'actifs et du nombre de rentiers (voir tableau des provisions G 26).

G 32 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance se montent à 1,4 million au 31 décembre 2012 (1,0 million en 2011).

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de l'audiovisuel.

La gestion des risques a été définie par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures nécessaires.

Durant l'exercice sous revue, 12 risques majeurs ont été identifiés dans sept catégories : politique et régulation, marché des capitaux et caisse de pension, actions de la concurrence, projets, conjoncture, modes de consommation et besoins du public, gestion du programme. Les orientations principales ont pu être confirmées une fois l'harmonisation effectuée avec la stratégie d'entreprise. Par ailleurs, des mesures ont été définies, qui permettent de contrôler les risques une fois ceux-ci identifiés.

G 34 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de groupe par le Conseil d'administration le 4 avril 2013, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2012 et qu'il faille publier dans le présent rapport.

G35 Informations complémentaires

Produit d'exploitation 2011

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	433,6	741,6	-	1 175,2
Recettes commerciales	21,3	663,7	6,3	691,3
Autres produits	4,6	5,0	55,3	64,9
Diminution de recettes	6,5	-249,1	-0,1	-242,7
Total	466,0	1 161,2	61,5	1 688,7

Charges d'exploitation 2011

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	139,0	458,1	26,4	623,5
Radio Télévision Suisse (RTS)	115,6	270,1	3,3	389,0
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	71,2	165,3	1,9	238,4
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	13,5	8,4	0,4	22,3
Swissinfo	7,5	17,5	-	25,0
Unités d'organisation nationales	83,1	206,4	1,6	291,1
Autres sociétés filiales	2,6	55,8	9,1	67,5
Total	432,5	1 181,6	42,7	1 656,8

Résultat d'exploitation 2011

	33,5	-20,4	18,8	31,9
--	-------------	--------------	-------------	-------------

Produit d'exploitation 2012

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	438,5	749,5	-	1 188,0
Recettes commerciales	18,4	606,7	6,5	631,6
Autres produits	7,7	8,4	70,7	86,8
Diminution de recettes	-0,1	-233,0	-0,1	-233,2
Total	464,5	1 131,6	77,1	1 673,2

Charges d'exploitation 2012

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	133,7	396,0	21,9	551,6
Radio Télévision Suisse (RSR)	114,5	266,6	2,5	383,6
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	71,3	163,3	2,3	236,9
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,4	10,3	0,4	25,1
Swissinfo	6,1	14,2	-	20,3
Unités d'organisation nationales	120,2	397,6	5,6	523,4
Autres sociétés filiales	-	32,8	7,5	40,3
Total	460,2	1 280,8	40,2	1 781,2

Résultat d'exploitation 2012

	4,3	-149,2	36,9	-108,0
--	------------	---------------	-------------	---------------

Le compte rendu par segment est amélioré en permanence pour donner au lecteur des informations aussi précises que possible. Afin de permettre la comparaison, la SSR a adapté les chiffres de l'exercice précédent.

Personnel

	Postes à plein temps		Personnes au 31. 12.	
	2012	2011	2012	2011
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	2 344	2 301	3 112	3 071
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 581	1 559	1 930	1 894
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 068	1 037	1 208	1 176
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	128	123	171	168
Swissinfo	96	114	113	127
Unités d'organisation nationales	446	412	534	480
Autres sociétés filiales	227	222	289	283
Total	5 890	5 768	7 357	7 199

G36 Liste des participations

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale en 1000	Participation SSR en %	Méthode de consolida- tion*
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	CHF	10 010	100	intég.
Publisuisse SA, Berne Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	CHF	4 500	99,8	intég.
Teletext Suisse SA, Bienne Teletext et Data Broadcast	CHF	1 000	100	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	1 000	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique, filiale de Telvetia SA	CHF	100	100	intég.
Mxlab AG, Berne Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales, filiale de Telvetia SA	CHF	100	51	intég.
Sociétés à participations (participation entre 20% et 49%)				
Telepool Sàrl, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions tv, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger, filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26	équiv.
SMD Schweizer Mediendatenbank SA, Zurich Betrieb Onlinedatenbank für Medien	CHF	900	33	équiv.
Swiss MediaCast SA, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/tv	CHF	1 030	29	équiv.
Viasuisse SA, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	42	équiv.
Autres participations (participation inférieure à 20% ou de moindre importance)				
CORSI, Lugano (coopérative)	CHF	296	0,2	v.a.
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	3 888	10	v.a.
Institut für Rundfunktechnik Sàrl, Munich	EUR	140	6	v.a.
MCH Group SA, Bâle	CHF	48 053	0,003	v.a.
Radio Events Sàrl, Berne	CHF	20	50	v.a.
Radio Lac SA, Genève	CHF	600	2	v.a.
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	500	10	v.a.
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10	v.a.
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11	v.a.

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Selon le Conseil d'administration du 4 avril 2013, la compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes de groupe 2012 et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR d'approuver les comptes de groupe 2012.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 131 - 154) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 4 avril 2013

Impressum

Editeur

SRG SSR, Communication d'entreprise, Iso Rechsteiner, Berne
www.srgssr.ch, publishing@srgssr.ch

Direction du projet et rédaction

Dominic Witschi (Rapport annuel)
Jürg U. Schäffler, Christian Baeriswyl et Daniel Anderegg
(Comptes)
www.srgssr.ch, publishing@srgssr.ch

Traduction

Services Nationaux SRG SSR, Service linguistique
tandem.sprachdienst@srgssr.ch

Concept, design, réalisation

Heusser Communicates AG, Zurich
www.heussercom.ch

Photos chapitre Corporate Governance

Marcel Grubenmann
www.grubenmann.biz

Forme de publication/Mise en page

La version officielle du rapport de gestion est en ligne à l'adresse : www.srgssr.ch/rg2012.
La version pdf ne reprend pas les illustrations sur le service public SSR. Le contenu n'en reste pas moins identique.

Date de publication

29 avril 2013

Le rapport de gestion est disponible en français et en allemand.
La version allemande fait foi.
